

LE BUDGET DOIT S'ATTAQUER AU DÉFICIT DES COMPÉTENCES DU CANADA

La pénurie de main-d'œuvre qualifiée créera une panne économique, avertit le président de l'Association des collèges

Déclaration du président de l'Association des collèges communautaires du Canada, M. James Knight, au sujet de la nécessité pour le budget fédéral de mardi de s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Ottawa, le 22 février 2008 - La pénurie de main-d'œuvre qualifiée au Canada causera une panne économique à moins qu'on ne s'y attaque directement. Contrairement au déficit financier qui a été effacé des comptes du pays dans les années 1990, ce déficit est largement caché, mais il aura des effets tout aussi dévastateurs pour l'économie de notre pays.

Seulement dans le secteur de la construction, nous aurons besoin de 250 000 nouveaux travailleurs au cours des sept prochaines années pour combler les postes des retraités et répondre à la nouvelle demande, ce qui fait augmenter les coûts et fermer des chantiers de construction. En Alberta, où le secteur des ressources a alimenté la prospérité économique, la situation a atteint des proportions critiques.

C'est dans les collèges du Canada que beaucoup des compétences nécessaires sont acquises et perfectionnées. Pourtant, nos collèges font face à un sous-financement chronique qui limite leur capacité de répondre aux besoins de l'économie du Canada.

Des pénuries d'espace chroniques qui obligent les collèges à refuser des étudiants et de l'équipement désuet sont certains des éléments qui pointent vers le resserrement des capacités et qui empêchent le Canada de concurrencer dans l'économie mondiale.

Étant les plus importants fournisseurs de services de formation professionnelle au Canada, nos collèges ont grandement besoin d'une infusion de nouveaux capitaux dans leurs infrastructures, ainsi que pour acquérir des technologies de pointe. Comme le démontre une récente étude réalisée par le Forum canadien sur l'apprentissage et le Conseil sectoriel de la construction, les collèges ont besoin d'environ 609 millions de dollars pour moderniser leurs équipements juste pour la formation professionnelle, pour qu'au moins 80 pour cent soient considérés modernes et à jour.

Les problèmes de capacité auxquels sont confrontés nos établissements ont leurs racines dans la lutte contre le déficit financier des années 1990. Ce dont nous avons besoin dans le budget de mardi, c'est un engagement clair pour remédier à cette situation.

Nous devons faire des choix. Alors que notre pays se prépare à affronter une période d'incertitude économique, nous pouvons investir dans une main-d'œuvre qualifiée capable de concurrencer avec les meilleurs dans le monde ou nous pouvons continuer de refuser des étudiants dans nos collèges et obliger

les employeurs à concurrencer entre eux pour avoir accès à une ressource de plus en plus rare.

Le budget de mardi nous indiquera quels choix devront être faits.

Renseignements :

Lorna Malcolmson, directrice, Communications
Association des collèges communautaires du Canada
Tél. : 613-746-2222, poste 3123 Cell. : 613-882-0142